

Communiqué

**Le président de la Communauté métropolitaine de Québec,
monsieur Jean-Paul L'Allier, nommé président de
l'Association internationale des maires des Grands Lacs et du Saint-Laurent**

(Québec, le 21 juillet 2004) – La Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) est fière d'annoncer que monsieur Jean-Paul L'Allier, président du conseil de la CMQ et maire de Québec, vient d'être nommé président de l'Association internationale des maires des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Il succède ainsi au maire de Chicago, monsieur Richard M. Daley.

Cette décision a été prise lors de l'assemblée générale annuelle des membres de l'Association tenue dans la capitale du Midwest américain. Le président de la Communauté a profité de sa nomination pour mettre en relief les attraits du territoire de la CMQ et inviter les congressistes à participer à l'édition 2005 de la conférence des maires du système Grands Lacs/Saint-Laurent qui sera organisée par la Communauté métropolitaine de Québec.

L'Association internationale des maires des Grands Lacs et du Saint-Laurent a comme objectif de renforcer les liens entre les autorités municipales des différentes villes du système Grands Lacs/Saint-Laurent afin que, conjointement, ces dernières puissent mieux faire face aux défis qu'elles ont en commun. L'amélioration de la qualité des eaux du bassin hydrographique, l'accroissement de la compétitivité de l'axe de transport maritime, la restauration des rives, la prévention d'éventuels détournements d'eau vers des régions asséchées du Midwest américain et le développement du plein potentiel économique rattaché au fleuve et aux Grands Lacs ne sont que quelques exemples des défis attendant les communautés riveraines de cet important écosystème économique et environnemental.

Monsieur L'Allier a également été nommé pour faire partie d'un comité de trois maires canadiens et de trois maires américains chargés d'analyser comment il sera possible, au cours des années à venir, d'accroître le pouvoir d'influence des communautés riveraines du Saint-Laurent et des Grands Lacs, notamment face aux gouvernements nationaux des deux pays concernés.